



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 3595

Texte de la question

SOMMET DE L'EURO

M. le président. La parole est à M. Dominique Le Mèner, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire

M. Dominique Le Mèner. Ma question s'adresse à François Baroin, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Monsieur le ministre, assurément, ce mercredi 26 octobre 2011 fera date dans l'histoire de l'Union européenne. Nous voici, en quelque sorte, à la croisée des chemins en Europe. Ce soir, se tiendra, en effet, à Bruxelles le sommet des chefs d'États et de gouvernements, le sommet de la dernière chance, pourrait-on dire. Sur les bancs de la majorité, nous sommes particulièrement conscients de l'importance de ces prochaines heures, et le Gouvernement peut naturellement compter sur notre appui le plus total.

Depuis le début de la crise des dettes souveraines, les Français ont pu voir le Président de la République, le Premier ministre et tout le Gouvernement déterminés à tout faire pour préserver l'avenir de notre continent, de nos citoyens et de notre économie. À cet égard, le travail effectué par le couple franco-allemand, a été plus que jamais déterminant. En Allemagne, Angela Merkel a d'ailleurs reçu un large soutien, allant au-delà de sa coalition au Bundestag. Nous aurions apprécié que ce bel esprit de responsabilité des socialistes allemands puisse inspirer leurs camarades français. Nul doute que cette solidarité dont ont fait preuve nos collègues allemands aurait été un atout supplémentaire pour donner une chance aux négociations d'aujourd'hui.

Au moment où chacun retient son souffle, pouvez-vous nous présenter les grandes lignes que défendra la France pour sortir l'Europe de cette crise ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - " Allô ! Allô ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, depuis l'accord du 21 juillet, la France poursuit avec méthode, détermination et sans faiblesse une stratégie impulsée par le Président de la République qui consiste à décliner cet accord dans un calendrier rapide, en coordination avec nos amis allemands et avec la volonté d'atteindre l'objectif souhaité par tous, la stabilité de la zone euro.

Est-il besoin de vous rappeler que nous avons été aux avant-postes de la présentation au Conseil des ministres de l'accord du 21 juillet ? Est-il besoin de vous rappeler que la France a été le premier pays à faire voter par son parlement, au cours d'une session extraordinaire début septembre, la déclinaison de cet accord ?

Certains, ici ou là, commettant une grave erreur d'analyse, considèrent que nous nous rallions *in fine* à telle ou telle position. Nous avons, au contraire, poursuivi une stratégie qui permettait de ne faire prendre aucun risque, notamment vis-à-vis de nos amis allemands, qui sont dans une coalition, avec des prises de position politiques parfois différenciées entre, d'une part, le ministre de l'économie et, d'autre part, le ministre des finances. Nous avons accompagné l'Allemagne dans sa capacité de valider devant le Bundestag l'accord du 21 juillet.

Que reste-t-il actuellement en discussion sous l'autorité des chefs d'États ? Essentiellement la question du levier du fonds européen et celle de l'implication du secteur privé sur une base volontaire pour accompagner la Grèce dans la soutenabilité de sa dette.

Depuis cinq jours, nous avons bien avancé. Nous avons trouvé un accord sur le versement de la dernière tranche du précédent programme pour la Grèce. Nous avons trouvé un accord, qui n'était pas évident et sur

lequel les Allemands ont su faire évoluer leurs positions dans le sens de l'intérêt général, sur le niveau de recapitalisation des établissements bancaires et sur le calendrier proposé pour la fin juin de l'année prochaine. Nous avons également trouvé un accord sur les modalités de la gouvernance de la zone euro. Nous avons avancé. Il reste encore du travail, c'est aux chefs d'États de se prononcer ce soir.
(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Données clés

Auteur : [M. Dominique Le Mèner](#)

Circonscription : Sarthe (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3595

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 octobre 2011